



la vie des territoires, l'avis des projets.

Envoyé en préfecture le 20/12/2023

Reçu en préfecture le 20/12/2023

Publié le

ID : 038-447593104-20231219-23DL067-DE

SLO

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 19 décembre 2023**

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE – 3 – Fin du système de remboursement de la part communale de taxe foncière par la commune ou l'intercommunalité garante

Délibération n° 6

Le dix-neuf décembre deux mille vingt-trois à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **17**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **17**

Administrateurs présents : 16

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, Mme BELAIRE, M. BUSTOS, M. CLAPPAZ, M. CORBET, M. DESPESE, Mme FAURE, M. LONGO, Mme MARDIROSSIAN (puis pouvoir à M. CORBET pour la délibération n° 23DL074), M. MATHIEU, M. MOCELLIN (puis pouvoir à Mme BARDIN RABATEL de la délibération n° 23DL072 à 23DL074), M. MOREAU, Mme PANTEL, Mme THERY (puis pouvoir à M. CLAPPAZ de la délibération n° 23DL073 à 23DL074), M. QUEIROS.

Administrateur absent ayant donné pouvoir : 1

M. CATTIN à M. MOREAU.

Mme Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 10 février 2022 relative à l'adoption du 5ème PPI 2022-2026 de l'établissement ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 établissant les modalités de portage, de cession de minoration foncière et de participation aux frais d'études et abrogeant la délibération n°19DL033A du 13 juin 2019, relative au règlement intérieur, ainsi que toutes les délibérations précédentes auxquelles elle se réfère.

Considérant que :

Comme tout propriétaire foncier, l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné est assujéti au paiement de la taxe foncière sur ses propriétés bâties et non bâties qu'il a en portage. Pour mémoire, les montants acquittés pour l'ensemble du patrimoine en portage ont été sur les 3 derniers exercices de 1.7 M€ en moyenne.

Les conventions de portage des précédents PPI prévoyaient, pour chaque exercice, le remboursement de la part communale de la taxe foncière, par les communes à l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné,

Les nouvelles conventions d'opération ont abandonné ce principe de remboursement annuel par les communes au profit d'une intégration dans le bilan final de l'opération de portage de l'intégralité des montants de taxe foncière payés annuellement par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné.

Jusqu'à présent, le choix a été de laisser coexister les deux systèmes. Or, il s'avère que l'ancien système, outre qu'il représente un faible avantage financier pour l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné (environ 400 K€ en 2022), demeure compliqué à recouvrir et par là même très chronophage pour les équipes.

Dans l'intérêt partagé de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné et des communes concernées, il est proposé de ne conserver que le système de recouvrement le plus récent.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné décide :

- de mettre fin au système de remboursement annuel de la part communale de taxe foncière tel que prévu dans les conventions de portage concernées,
- d'appliquer à partir de l'exercice 2024 et pour l'ensemble des conventions de portage en cours, le système d'intégration dans le bilan final de l'opération de portage de la totalité des montants de taxe foncière payés annuellement par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné.
- que les participations des communes déjà versées à l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné les années antérieures seront affectées au bilan d'opération final et seront considérées comme une avance payée par la collectivité au financement du déficit de l'opération.

Envoyé en préfecture le 20/12/2023

Reçu en préfecture le 20/12/2023

Publié le

ID : 038-447593104-20231219-23DL067-DE

SLO

- qu'en cas de revente du foncier concerné à un tiers ~~au prix de revient brut sans~~ minoration, l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné sera tenu de rembourser les sommes trop perçues à la collectivité.

Conclusions : adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,



Laurent AMADIEU